

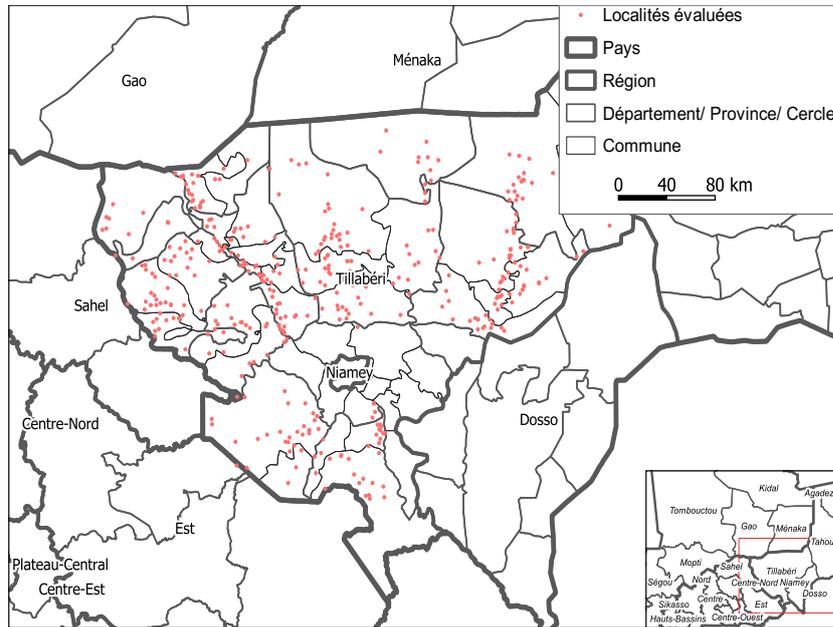
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, région de Tillabéri

Mars 2022

Couverture géographique

Localités évaluées par département dans la région de Tillabéri¹



Départements (unité administrative 2) couverts

Tillabéri | Abala, Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Filingué, Gothèye, Ouallam, Say, Téra, Tillabéri, Torodi

Couverture de l'évaluation

- 607** IC interviewés
• Les IC ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
- 417** Localités évaluées²
- 11 / 11** Départements (admin 2) évalués avec 5% de couverture ou plus⁵

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement d'environ 264 257 personnes déplacées internes (PDI) et de 250 238 réfugiés³. REACH bénéficie d'un financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre 2019). Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans la région de Tillabéri au mois de mars 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Centre de ressource REACH](#).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles¹. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC)⁴. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 7 et le 22 mars 2022. Il convient de noter que tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Abala	Ayerou	Banibangou	Bankilaré	Filingué	Gothèye	Ouallam	Say	Téra	Tillabéri	Torodi
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI) ⁵	6%	29%	25%	9%	3%	0%	7%	0%	7%	25%	9%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 derniers jours ⁶	0%	8%	8%	0%	0%	0%	1%	0%	2%	2%	0%
La présence de retournés au cours des 30 derniers jours ⁶	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
La présence de réfugiés au cours des 30 derniers jours ⁶	3%	4%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	2%	4%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	72%	96%	100%	100%	71%	83%	97%	79%	96%	92%	94%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	59%	46%	67%	82%	48%	38%	42%	42%	48%	10%	66%
Des contraintes d'accès à distance de marche ⁷ aux services de santé	9%	4%	17%	0%	0%	0%	3%	0%	4%	2%	3%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	53%	29%	42%	64%	31%	31%	35%	6%	63%	17%	44%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{8,9}	100%	100%	67%	100%	50%	NA ¹⁰	60%	NA ¹⁰	100%	92%	33%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ⁷	31%	33%	58%	64%	0%	38%	21%	21%	61%	6%	56%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	40%	73%	76%	80%	17%	63%	46%	27%	91%	98%	76%
Des contraintes d'accès à des info quant à l'aide humanitaire	13%	17%	50%	27%	3%	21%	7%	3%	38%	12%	13%

1. La couverture actuelle du projet cible 11 départements de la région de Tillabéri, identifiés comme les plus concernés par la crise sur la bande frontalière et comptant davantage de localités inaccessibles Abala, Ayerou, Banibangou, Ouallam, Say, Tillabéri, Torodi, Gothèye, Filingué, Tera et Bankilaré.

2. La source des localités évaluées dans le cadre de cette collecte vient de l'Institut National de la Statistique du Niger. Par ailleurs, le choix des localités a été identifiés d'une façon aléatoire au travers des IC sélectionnés.

3. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). [Rapport de Mars 2022, Niger](#).

4. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en personne.

5. Le taux de couverture actuelle pour tous les départements évalués est en moyenne 9% des localités totales.

6. Dans toute la fiche d'information, les 30 derniers jours renvoient aux 30 jours ayant précédé le jour de l'entretien avec l'IC.

7. La distance entendue par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.

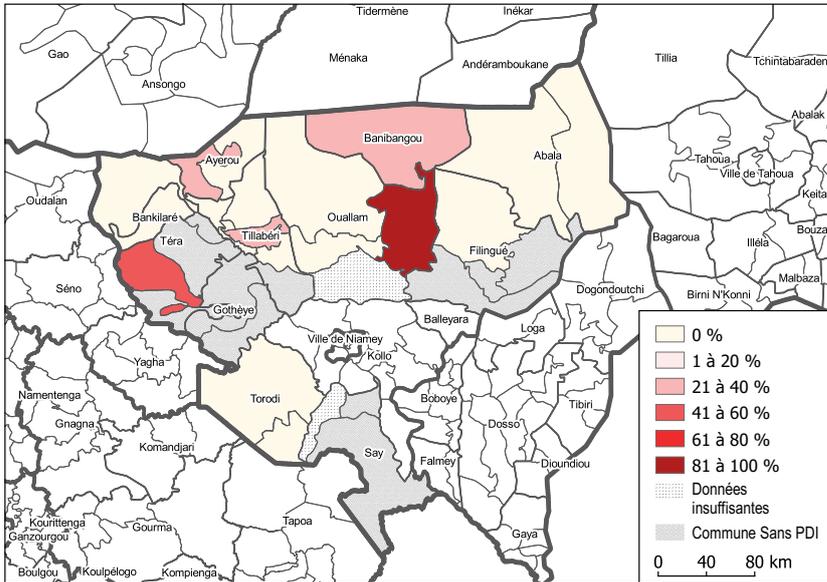
8. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

9. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

10. Ce n'est pas applicable en raison de l'absence de PDI.

➔ Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

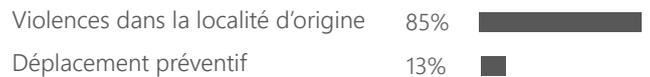


Au cours du mois de mars 2022 dans la région de Tillabéri, des mouvements de population ont été enregistrés dans 1% des localités enquêtées, selon les IC. Les communes qui présentaient le pourcentage le plus élevé de localités ayant accueillies des PDI au cours des 30 derniers jours qui précèdent la collecte étaient, par ordre décroissant : Sakoira (20%, département de Tillabéri), Ayerou (12%, département d'Ayerou) et Banibangou (8%, département Banibangou). Si les IC de toutes les localités évaluées n'ont rapporté la présence d'aucun retourné au sein de leurs localités, la présence de réfugiés au sein de la population a été indiquée dans les communes suivantes : Dessa (33%) et Tillabéri (7%) dans le département de Tillabéri, Ayerou (6%), Ouallam (6%, département Ouallam), Téra (6%, département Téra), et Abala (5%, département Abala). Selon les IC, la présence de réfugiés était plus répandue dans la zone nord de Tillabéri. Dans 85% des localités où la présence de PDI est attestée, la cause principale des déplacements internes était perçue par les IC comme étant due à la violence dans les localités d'origine. Cette violence rapportée par les IC peut être expliquée en partie par la présence de GANEs qui applique une violence multidimensionnelle (physique, psychologique, sexuelle). Malgré la violence perpétrée par les GANEs, dans les localités enquêtées au sein des départements de Banibangou, Torodi, Téra et Bankilaré, la majorité de la population de ces localités n'exprimaient pas d'intention de quitter leurs localités (75% des localités enquêtées du département de Banibangou ; 72% Torodi, 63% Téra et 55% Bankilaré).

Principales raisons pour lesquelles la communauté locale ne s'est pas encore déplacée^{10, 11} :



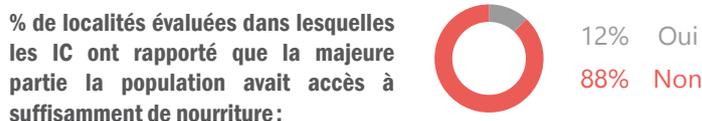
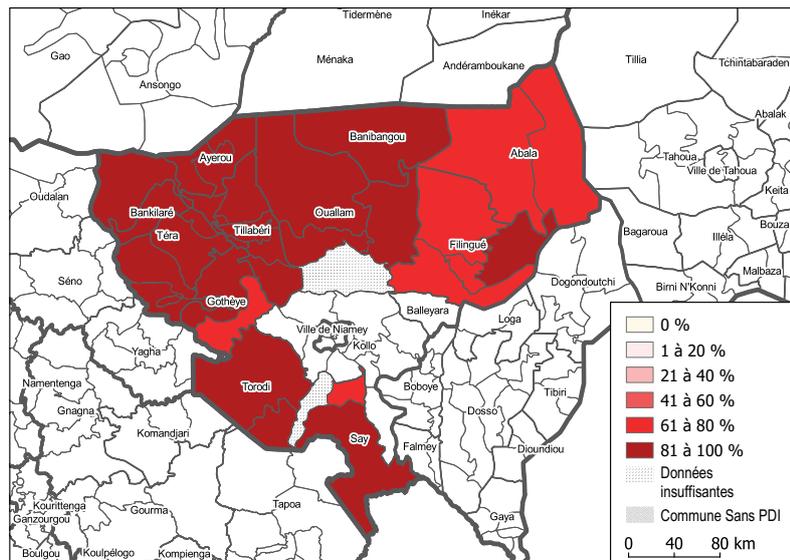
Les facteurs déclenchant les déplacements de PDI⁸ :



🍷 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Les IC de 88% des localités évaluées ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de denrées alimentaires pour subvenir aux besoins du ménage au cours des 30 jours précédant la collecte. Les deux principaux obstacles à l'accès à la nourriture pour la région de Tillabéri étaient : 1) les prix des denrées alimentaires trop élevés et l'incapacité des ménages de pouvoir acheter des biens alimentaires (59% des localités évaluées) ainsi que 2) l'épuisement des réserves alimentaires de la population (54%). En outre, l'obstacle principal pour la majorité des localités évaluées (64%) dans le département de Bankilaré, selon les IC, était l'accès non sécurisé aux terres et aux cours d'eau. L'augmentation des prix des céréales au cours du mois de mars 2022 a été rapportée par les IC de 99% des localités enquêtées. En effet, les prix moyens des denrées alimentaires au cours de mars 2022 affichaient des hausses significatives comparativement à la même période de l'année passée et à la moyenne quinquennale¹². Cependant, l'achat au marché représentait la principale source de nourriture pour 66% des localités enquêtées, en particulier dans les départements de Gotheye (86%), Banibangou (83%), Bankilaré (82%), et Say (82%). Selon les IC, pratiquement la moitié (45%) des localités enquêtées dans la région n'avaient pas accès à leurs moyens de subsistance habituels. Tillabéri ressort des enquêtes comme étant le département avec le pourcentage le plus élevé de localités affectées par ce problème, selon les IC.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



10. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 derniers jours.

11. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
12. FEWS.NET Key Message update, Mars 2022

Santé et nutrition

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'existence d'un dispositif d'urgence pour la prise en charge des malades critiques:



Selon les IC, pratiquement la totalité des localités évaluées (97%) dans la région ont eu accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours de 30 jours précédant la collecte. En outre, si la majorité des localités évaluées semblaient avoir des services de santé fonctionnels à proximité, la situation était autre en ce qui concerne les dispositifs d'urgence pour la prise en charge des malades critiques. En effet, les IC de 44% des localités évaluées ont rapporté l'absence de dispositif d'urgence dans leur localité. Les communes qui présentaient les pourcentages les plus élevés étaient: Diagourou (89% département de Téra) et Ingazi (82% département d'Ouallam). En mars 2022, selon les IC, les principaux problèmes de santé rencontrés au sein de la population, étaient principalement le paludisme (qui affecte 56% des localités enquêtées) suivi par la pneumonie (26%).

Abris

% de localités évaluées où la majorité des PDI vivaient dans des conditions adéquates de logement^{7, 8}:



% de localités par type d'abris rapportée par les IC pour la majorité des PDI:

- 1 Habitat en paille **27%**
- 2 Logement en dur¹³ **19%**
- 3 Tente traditionnelle¹⁴ **19%**

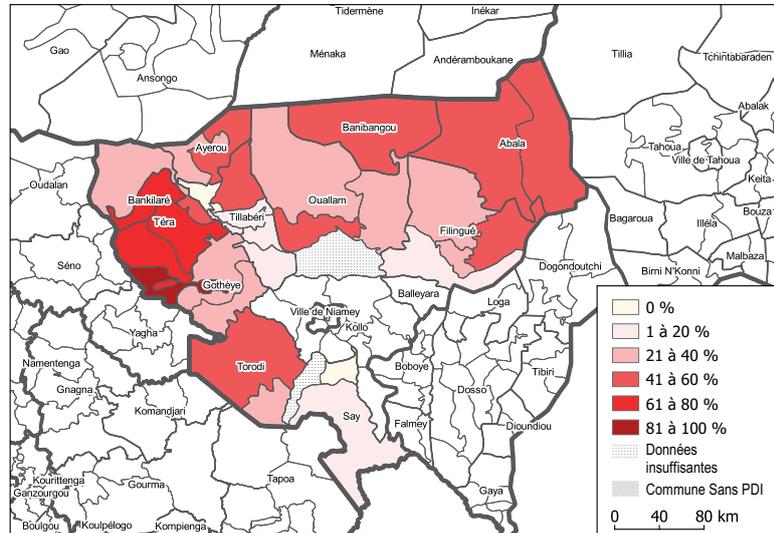
La présence de PDI a été attestée dans 10% de l'ensemble des localités enquêtées. Parmi ces localités, dans 83% d'entre elles, la majorité des PDI vivaient dans des conditions précaires et inadéquates. Pour ces derniers, le manque d'espace fermé garantissant l'intimité (45% des localités évaluées) et le risque d'éviction (33%) ont été cités comme les deux principaux facteurs pour les conditions de vie inappropriées des PDI. Toutefois, des disparités entre les départements existent sur cet indicateur. Dans les départements de Torodi et Filingué, tous les IC enquêtés ont mentionné le manque de sécurité dans le quartier comme la principale cause de conditions de vie inadéquates pour les PDI. La présence de réfugiés a été attestée dans 1% des localités enquêtées. Dans 83% de ces localités, les IC ont indiqué que la majorité des réfugiés vivaient dans des conditions précaires et inadéquates. En termes d'habitat, selon les IC, la population déplacée vivait dans des habitats en paille (27% des localités évaluées), des logements en dur¹³ (19%), des tentes traditionnelles (19%) et des abris de transition¹⁵ (19%). Selon les IC, les départements de Filingué et Ouallam présentaient la proportion la plus élevée de localités évaluées où la majorité de la population vivait dans des abris de transition¹⁵ (respectivement 50% et 20%).

13. Bois, brique, banco, planche ou béton.

14. Les IC de 19% des localités évaluées ont rapporté les abris de transition comme le type d'abris utilisé par la majorité

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages:



% de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès suffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours:



% de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains de la majorité de la population au cours des 30 derniers jours:

Savon	Cendre	Sable	Eau	Autre
6%	0%	1%	90%	6%

Selon les IC enquêtés, la population de la majorité des localités évaluées à Bankilaré (64%), Téra (63%) et Abala (53%) n'a pas eu accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours. Les trois principaux obstacles à l'accès aux points d'eau pour la région de Tillabéri étaient: 1) la grande affluence aux points d'eau qui cause une attente trop longue pour la population (pour 33% des localités évaluées), 2) le manque de récipients pour transporter ou stocker l'eau (19%) et 3) les coupures fréquentes d'eau à la source (14%). De plus, les IC de 29% de localités évaluées dans le département de Tillabéri ont rapporté des problèmes d'insuffisance en terme de qualité de l'eau à disposition pour la population. Selon les IC, dans la région de Tillabéri, les populations des localités enquêtées utilisaient principalement les forages avec pompe à motricité humaine (PMH) (31% des localités évaluées), les puits protégés (21%) et les bornes-fontaines ou robinets publics (14%). En ce qui concerne l'utilisation des sources d'eau non améliorées, la principale source était l'eau de surface dans le département de Tillabéri (pour 37% des localités évaluées) et Ayerou (25%). Dans le département de Bankilaré la majorité de la population utilisait des puits non protégés dans 27% des localités évaluées. Le manque d'infrastructures d'assainissement était également important dans la plupart des sites. Selon les IC, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre dans 73% des localités évaluées. Toutefois dans plus de 20% des localités évaluées dans les départements de Say (24%) et Tillabéri (21%) les IC ont rapporté l'utilisation des latrines privées pour la majeure partie de la population. Les IC ont également rapporté que dans 90% des localités évaluées dans la région, la majorité de la population se lavait les mains uniquement avec de l'eau.

des PDI.
15. Bâche

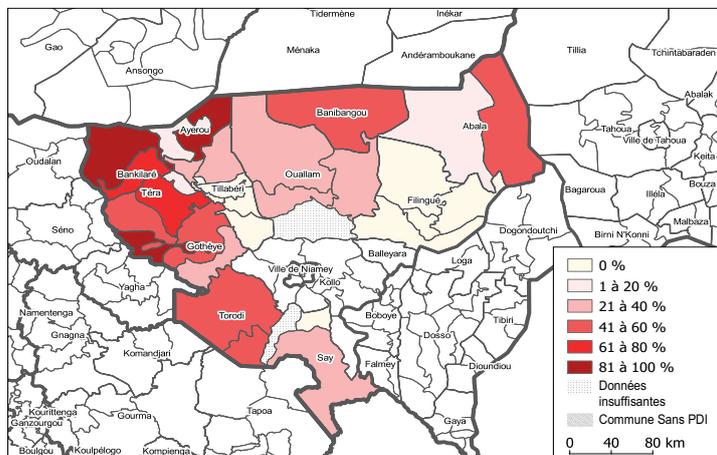
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, région de Tillabéri

Mars 2022

Education

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche⁷ :



Selon les IC, l'accès au système éducatif pour la population en âge d'être scolarisée était difficile, particulièrement dans la zone frontalière avec le Burkina Faso (Bankilaré 64%, Téra 61%, et Torodi 54%). Dans les localités où les services éducatifs n'étaient pas disponibles, la principale raison avancée par les IC était le départ des enseignants de la zone (dans 53% des localités évaluées), suivie par la fermeture des écoles sur décision gouvernementale dû à l'insécurité (18%). Dans le département de Say, sur cet indicateur la dernière cause a été mentionnée par les IC de 67% des localités évaluées. En effet depuis le début de l'année 2022, le Bureau de la Coordination des Actions Humanitaires de l'ONU (OCHA) a confirmé que plus de six cents (600) écoles ont été fermées dans la région de Tillabéri avec 62 610 élèves non scolarisés à cause du contexte sécuritaire dans la région¹⁶. Selon les IC, la majorité de la population ne disposait d'aucune stratégie d'adaptation pour faire face au manque de services éducatifs formels (enseignement du primaire aux études supérieures, franco-arabe etc.) dans 85% des localités évaluées.

Redevabilité envers les populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire (tous les départements enquêtés) :

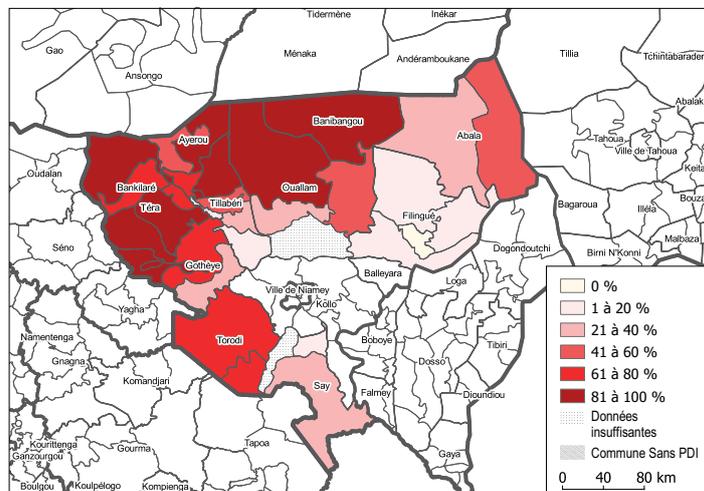
Abala	22%	Bankilaré	9%
Torodi	19%	Banibangu	8%
Ouallam	17%	Gotherye	7%
Ayerou	17%	Say	6%
Tillabéri	10%	Filingue	5%
		Téra	2%

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (3 départements)¹⁷ :

Say		Gotherye		Ayerou	
1	SECAL ¹⁸ 94%	1	SECAL ¹⁸ 90%	1	SECAL ¹⁸ 88%
2	Santé 52%	2	Santé 45%	2	Protection 38%
3	EHA ¹⁹ 45%	3	EHA 38%	3	Moyens d'existence 29%

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



% de localités évaluées dans lesquelles la majeure partie de la population se sentait en sécurité selon les IC :



Dans 54% des localités enquêtées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours du mois de mars 2022, selon les IC. Selon les IC enquêtés, des incidents graves de protection (civils tués ou gravement blessés) au cours des 30 jours précédant la collecte ont été rapportés par les IC des localités évaluées sur la bande frontalière avec le Burkina Faso (Téra (9%), Bankilaré (9%), Gotheye (7%), Torodi (6%)). Durant le mois de mars 2022 le contexte sécuritaire dans cette zone a été marqué par les attaques des GANES dans la localité de Wanzarbé et l'enlèvement du leader des PDI à Buppo²⁰.

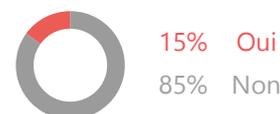
En outre, selon les IC, les actes de violence de la part des GANES (50%) ainsi que le vol de bétail (36%) constituaient les deux principales sources d'inquiétude en matière de protection pour la majorité de la population de la région de Tillabéri. Dans les départements frontaliers avec le Burkina Faso (Bankilaré (91%), Téra (80%), Torodi (63%), Say (58%) et Gotheye (55%)), les IC ont mentionné les risques de violences par les GANES comme la principale source d'inquiétude pour la majorité de la population.

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas selon les IC (Top 3 des départements) :

Bankilaré	82%
Téra	59%
Ayerou	42%

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible



16. Agence Anadolu, Niger : 672 écoles fermées dans la région de Tillabéri à cause de l'insécurité, Janvier 2022

17. Le critère de sélection a été basé sur les départements ayant les plus fortes proportions en matière d'insécurité alimentaire.

18. Sécurité Alimentaire.

19. Eau, Hygiène et Assainissement

20. Cluster Protection, Rapport du Monitoring Protection, Mars 2022